

COMPÉTENCES MUNICIPALES EN LIEN AVEC LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Ce webinaire, animé par Clément Bergeron, conseiller en développement social, municipal et territorial, s'adresse aux acteurs en développement social s'intéressant aux questions municipales.

Divers aspects des compétences municipales en matière de développement social y sont présentés : quels sont les champs d'intervention et les secteurs fondamentaux sur lesquels interviennent les municipalités? Quels enjeux du développement social rencontrent-elles? Quels rôles pourront jouer les démarches régionales en développement social dans l'appui aux municipalités en regard du développement social?

ÉCHANGES EN BREF

- Développer une politique municipale en développement social en même temps que d'autres politiques municipales à caractère social se fait très bien en parallèle.
 - Comme le développement social favorise l'intersectorialité, une politique municipale en DS doit englober l'ensemble des éléments touchant les conditions de vie des citoyens et prendre en considération toutes les clientèles afin d'avoir un portrait juste de leur situation respective. On augmente ainsi les chances d'établir un plan d'action municipal global et adapté à chaque situation.
 - Une politique MADA s'intégrera très bien à une politique municipale en développement social.
 - De plus en plus de municipalités vont privilégier l'élaboration de politique de développement social ET communautaire.
- Sur le plan national, le RQDS est à travailler l'élaboration d'une politique nationale de développement social. Le gouvernement de M. Legault sera interpellé pour déléguer une personne à travailler avec le RQDS sur le développement de cette politique qui sera très inclusive et participative.
- Il est possible d'arrimer les politiques de développement social des municipalités avec le déploiement de l'Alliance dans les régions.
- Des démarches régionales de développement social souhaitent offrir aux municipalités et/ou aux MRC l'accompagnement de leur ressource en développement social. À cette fin, des propositions ont été lancées à certaines villes et les démarches régionales sont en attente de retour des municipalités concernées.
- L'avènement des gouvernements de proximité donnent plus de responsabilités aux municipalités, mais où est l'information sur les fonds associés?
 - Au cours de la dernière campagne électorale provinciale, les quatre principaux partis politiques (CAQ, PQ, PLQ, QS) se sont engagés, face à l'UMQ et à la FQM, à transférer l'équivalent de 1 point de la TVQ au monde municipal et aux MRC pour le développement socioéconomique, soit autour de 1 milliard de dollars.

- La place du développement social face aux autres composantes du développement durable :
 - Sur le terrain, on ressent une certaine pression à miser sur un développement global. On sent que le rôle attribué au développement économique s'intensifie au détriment des autres composantes du développement durable.
 - Le développement social semble perdre peu à peu sa particularité et il n'est pas rare qu'il soit disséminé à travers les autres sphères du développement durable.
 - On se questionne : est-ce que le développement social deviendra de plus en plus « au service » du développement économique?
 - Doit-on continuer à travailler pour faire reconnaître le développement social ou devrait-on plutôt suivre le mouvement et viser un développement plus global?

Lors de la période d'échanges de ce webinaire, la discussion sur les compétences municipales en matière de développement social a évolué vers la situation de pénurie de main d'œuvre vécue par plusieurs régions.

- L'actuelle pénurie de main d'œuvre fait craindre à plusieurs que les jeunes soient tentés d'abandonner leurs études afin d'aller directement sur le marché du travail.
 - Le développement économique pourrait faire valoir les bénéfices immédiats de cette mouvance pour l'économie municipale et/ou régionale.
 - Si cette situation venait à arriver, il faudrait combiner les efforts des acteurs en développement social afin de démontrer aux acteurs économiques le risque pour ces jeunes d'abandonner leurs études : lorsque la pénurie de main d'œuvre cessera et que des centaines de jeunes se retrouveront avec peu de nouvelles possibilités d'emplois et un secondaire non terminé, que feront-ils?
 - Ces jeunes pourraient alors avoir de la difficulté à se trouver un emploi leur assurant un revenu adéquat, ce qui limiterait également leur capacité d'achat et donc, de participation à l'économie.
 - Dans une telle situation, le développement économique et le développement social doivent travailler ce concert.

RÉFÉRENCES UTILES

À consulter en ligne au www.rqds.org/outils/

- [Présentation PPT](#)
- [OCDE : Conclusion politiques ministérielles](#)
- [Site web du RQDS](#)

Pour (re)voir le webinaire, [communiquez avec nous](#).